L'Algérie, la Libye, la Syrie et l'Irak n'étaient pas représentées de manière officielle. Seulement avec des invités ès qualités. Lors des recommandations en plénière, l'essentiel du débat tournait autour de «la nécessité urgente de moderniser les vieilles méthodes d'enseignement de... la langue arabe». Et ce ne sont pas les invités algériens qui ont avancé cette proposition mais les représentants des autres pays présents (l'Egypte, Oman, Liban, Maroc…). Tous les participants, sans exception, ont adhéré à cette recommandation. C'est dire l'indigence de ce faux débat monté de toutes pièces par certains médias algériens.

On aurait compris (quoique !) ce courroux «tartuffien», si d'aucuns avaient demandé que l'Algérie emboîte le pas aux Emirats arabes unis. En effet, dans ce pays depuis 2007, dans tous les établissements du pays, du préscolaire à l'université, à l'exception de l'éducation islamique, toutes les disciplines scolaires sont enseignées en langues étrangères. En anglais pour l'école américaine ; en français pour l'école française, etc.

Tartufferies

Toute honte bue, nos gardiens du temple de l'intégrisme linguistique se sont emparés d'une recommandation éminemment pédagogique pour semer le doute auprès d'une opinion publique profane en matière de pédagogie scolaire. Des cris de ralliements du genre «au secours, la langue arabe *el fosha* est en danger». Comme s'ils parlaient *el fosha* chez eux ou au travail, ou encore sur les plateaux de télévision.

Tartuffe ne ferait pas mieux ! Soyons honnête et levons le voile sur cette guéguerre que veulent allumer des nostalgiques d'un temps révolu.

A notre connaissance, aucun responsable du ministère n'a déclaré et encore moins décidé d'enseigner en arabe algérien. Une accusation farfelue, gratuite et méchante qui sert des desseins inavoués. Avant de revenir sur les avantages du respect de la langue maternelle parlée par l'enfant (de 5 et 6 ans) et ses bienfaits sur l'apprentissage de la langue écrite, il y a lieu de rafraîchir les mémoires.

A-t-on vu ces détracteurs déverser leur fiel contre les publicitaires qui tordent le cou à la langue arabe à coups de milliards de centimes ? Une langue arabe dialectale latinisée dans les spots télévisés du type : «*ahdar* ; *biladi fi kalbi*», etc. Cet arabe dialectal latinisé inonde les foyers algériens via les écrans de télévision et doit, en principe, écorcher les oreilles de ces vigiles de la langue. Un arabe sabirisé et latinisé qui doit, en principe, heurter leur regard avec ces encarts géants placés sur les grandes artères. Cet arabe publicitaire et médiatique a un double impact : dévaloriser, sabiriser la belle langue de Naguib Mahfoudh, et surtout, dérouter nos élèves. Ces derniers ne savent plus sur quel pied danser : laquelle de ces langues arabes est la bonne ? L'arabe publicitaire latinisé et sabirisé ou l'arabe scolaire ? Et cela dure depuis des années. Que la publicité soit en *derja* latinisée importe peu quand elle fait rentrer de l'argent. L'argent n'a pas de couleur idéologique, il est bon d'en amasser quitte à fermer les yeux devant la maltraitance subie par la langue arabe.

Se sont-ils élevés – le peuvent-ils ? – contre le tsunami de la «cyberlougha», la langue des SMS ? Elle est pourtant en opposition totale avec la pureté de la langue qu'ils sont censés défendre (*saha 3idkoum…*). Se sont-ils insurgés devant l'apartheid scolaire et linguistique généré par le changement de langue, dès l'accès à l'université ? N'est-ce pas que, depuis plus de trente années, la langue française détrône la langue arabe dans les filières universitaires dites prestigieuses (médecine, maths, pharmacie, architecture…). Seuls les élèves qui ont fréquenté le privé préscolaire, écoles, collèges et lycées (lycée français de Ben Aknoun ou le spécifique du lycée Bouâmmama, ex-Descartes) y réussissent. Un circuit scolaire pour enfants de riches où le régime pédagogique donne la part belle à l'enseignement en LANGUE FRANCAISE. En parallèle, les établissements publics dispensent l'enseignement uniquement en langue arabe, avant de voir leurs élèves — les enfants du Sud profond, des Hauts-Plateaux, des régions montagneuses et des quartiers populaires des villes — subir le traumatisme, c'en est un, du changement de langue, une fois le bac en poche. N'est-ce pas de l'injustice et de l'iniquité que de concevoir la scolarité de nos enfants sur ce mode discriminant de gestion pédagogique ? Qu'ont-elles fait de mal, ces innocences socialement «mal nées», pour ne pas pouvoir suivre les cours dispensés en français dans les amphithéâtres ? Pourtant, certains ont eu le bac avec mention. N'est-ce pas les parquer dans un ghetto, prélude d'apartheid scolaire d'abord, social, ensuite ? Bourdieu parlait de l'école reproductrice des classes. Dewey lui écrivait que l'école était «la grande Trieuse». Votre humble serviteur écrivait en 1991, dans *Alger Républicain* : «Le jour où l'intégrisme linguistique fera jonction avec l'intégrisme religieux, ce jour-là verra des milliers de boat-people (harraga) envahir la côte nord de la Méditerranée. Mais des boat-people de luxe : des intellectuels et des spécialistes universitaires».

On aurait aimé voir ces défenseurs du nationalisme chauvin (ne pas confondre avec patriotisme) s'élever contre ce camouflet infligé, dès les années 1980, à la langue arabe en la dégommant des filières universitaires scientifiques et technologiques.

Ils ne pourront pas s'y opposer pour la simple raison que ce sont leurs enfants qui en profitent en premier. Il n'y a qu'à recenser l'origine sociale des enfants scolarisés dans ces établissements francisés et des étudiants chanceux de poursuivre des études de médecine, de mathématiques ou de pharmacie.

Autre réalité passée sous silence : existe-t-il un enseignant algérien qui s'exprime avec ses élèves uniquement en arabe «fosha», dans sa classe ou en dehors ? Chez nous, lors de la leçon de mathématiques au lycée ou au collège, nous n'entendons que des bribes d'arabe «fosha», mais beaucoup d'arabe algérien, de tamazight et de français.

Ces trois exemples (l'apartheid scolaire, la cyberlougha, et l'arabe latinisé et sabirisé) finissent par structurer par le fond, la société algérienne. Et cette nouvelle configuration linguistique qui s'annonce ne semble pas inquiéter les initiateurs de cette levée de bouclier et de ce lynchage médiatique. C'est pourtant là le débat qu'il nous faut mener en toute sincérité et avec l'éclairage des spécialistes, les vrais. La question existentielle pour le peuple algérien est : comment asseoir une société bilingue, voire trilingue tournée vers le plurilinguisme et les valeurs universelles ? Cette problématique a de tout temps effrayé les gardiens du temple : le bilinguisme n'est bon que pour leurs enfants, la minorité. La majorité, les enfants du pauvre peuple n'ont qu'à se contenter d'une seule langue, et mal enseignée de surcroît.

Revenons à cette recommandation si décriée – à tort, faut-il le souligner. Détricotons les faibles arguments de ses détracteurs.

La pédagogie des langues

Il nous faut savoir que l'écrit est étranger à l'enfant – quelle que soit sa nationalité ou la langue – et ce avant qu'il ne le rencontre dans la pratique en 1re année de l'école primaire. A l'origine, l'écriture est une création d'adulte pour les adultes. De sa naissance à six ans, l'enfant utilise le langage ou la langue maternelle parlée. Il y est à l'aise. Il en joue, se donne du plaisir.

Cette langue parlée, maternelle, participe au développement et à la structuration de sa pensée, de son intelligence en éveil. Au premier contact avec la langue écrite, il éprouvera de la gêne, des difficultés. Les spécialistes parlent du CHOC de la première année scolaire : coupure avec les parents, nouvelle vie sociale et changement de registre langagier (contact avec la langue écrite). La pédagogie moderne préconise de s'appuyer sur la spontanéité de l'enfant, son besoin/plaisir de communiquer et de s'exprimer, de jouer avec les mots qu'il porte en lui. Comment peut-il satisfaire ces besoins vitaux si on l'empêche d'être lui-même, d'utiliser le langage qu'il maîtrise ? L'en empêcher signifie lui faire violence, étouffer ses capacités créatrices, son élan naturel vers les activités cognitives : anesthésier son intelligence qui s'éveille à la vie. La pire des méthodes lui imposera, de but en blanc, dès la 1re A.P, une langue écrite qu'il ignore sur le double plan graphique et lexical. C'est ainsi que naît la phobie de l'école, l'aversion pour le (la) maître (sse) et la langue écrite scolaire. Cette méthode dogmatique induit fatalement des punitions, des réprimandes qu'il jugera injustes.

L'injustice provoque toujours des frustrations, de la défiance : repli sur soi ou agressivité. L'échec scolaire prend sa source à partir de là (1re et 2e AP). Souvenons-nous des pratiques pédagogiques de l'école coloniale. Pour imposer de façon brutale l'usage de la langue française, les autorités scolaires avaient interdit aux élèves de parler – en classe ou en récréation – l'arabe algérien, le tamazight et en France, le breton, le corse ou l'alsacien. Au finish, des échecs scolaires massifs dès le primaire.

La pédagogie moderne a établi une nette corrélation entre la non-maîtrise de la langue écrite, dès les deux premières années du primaire, et l'échec dans les autres apprentissages. Et par la suite au redoublement et au décrochage.

Des études scientifiques ont de tout temps démontré les bienfaits du bilinguisme précoce sur le développement de l'intelligence global chez l'enfant. Et l'élève algérien est bilingue de nature : arabe algérien, tamazight et arabe scolaire. Il possède toutes les capacités pour s'ouvrir facilement aux autres langues. Cela est aussi valable pour ses pairs de Tunisie et du Maroc. Pourquoi le mutiler d'une de ces langues, même si elle n'est que parlée ? Si ce n'est à lui endosser un handicap de départ dans sa quête pour son accomplissement intellectuel et social.

La meilleure des méthodes est celle qui amène progressivement l'enfant vers la découverte du palais magique de cette langue étrange (pour son âge) qu'est la langue écrite, avec ses signes, ses lettres en forme de dessins. L'enseignant de première année aura à s'appuyer sur le potentiel langagier que son élève a acquis de façon naturelle à la maison, de sa naissance à six ans. Il ne doit pas l'ignorer ou l'étouffer. Doucement, avec méthode, il lui fera prendre conscience du rapport entre le signe écrit et le son, entre le mot et ce qu'il signifie et entre la phrase et ce qu'elle véhicule comme idée(s). La pédagogie employée en première année du primaire voire jusqu'en 2e AP ne doit pas être en rupture avec celle du préscolaire. Les activités préparatoires à la lecture/écriture sont d'une importance capitale. Elles constituent l'essentiel des activités du préscolaire et doivent continuer dans les deux premières années du primaire, parallèlement à l'initiation à la langue écrite. Elles sont dédiées totalement au jeu à visée pédagogique et éducative. Nous citerons les plus essentielles : les jeux de langage (jeux de rôle, saynètes) avec les activités visant à la prise de conscience phonologique, les exercices visant à la prise de conscience de son schéma corporel, latéralité, structuration de l'espace et du temps, l'exercice de motricité fine (pour manipuler le stylo ou le clavier). Dans le préscolaire et à un degré moindre en 1re AP, les apprentissages de base (lire, écrire et calculer) ne doivent en aucun être abordés de façon systématique. Les enfants dans leur majorité n'ont pas atteint la maturité exigée par ces apprentissages. Il faut sans cesse revenir et insister sur les activités préparatoires à la lecture, tout en amorçant le passage mesuré vers la langue écrite avec des textes choisis et ciblés. N'est-ce pas que l'élaboration du texte pédagogique pour les enfants du primaire est une spécialité, une compétence fine ? Ce n'est que vers 7 ans que le développement du cerveau permet à l'enfant de maîtriser la complexité de ces apprentissages dits de base ou fondamentaux. D'ailleurs, certains pays (en Scandinavie) ne commencent les apprentissages scolaires, entrée à l'école primaire, qu'à l'âge de 7 ans. C'est dire la symbiose qui doit exister entre la psychologie, les neurosciences et la pédagogie du primaire !

En guise de conclusion, cet adage populaire : «A quelque chose malheur est bon» ou ce message publicitaire en français : «Ça fait du bien, là où ça fait mal». Oui, cette tempête médiatique aura le mérite de lever le voile sur un des tabous qui ligotent notre système éducatif dans son ensemble : faire l'audit pédagogique et scientifique de la méthode d'enseignement de la langue scolaire (l'arabe). Un débat qui sera mené dans un esprit de responsabilité par les spécialistes du domaine, loin des injonctions politiciennes. Aux médias de jouer le jeu en s'élevant au-dessus des contingences bassement populistes. Sans nul doute que des hommes et des femmes foncièrement patriotes sauront animer ces débats, éclairer la société et aider les autorités à prendre les décisions idoines. C'est le meilleur service à rendre au pays, aux générations montantes et à la promotion des langues ancrées en Algérie : celles maniées avec dextérité par les défunts Abdelhamid Benhadouga, Mouloud Mammeri et Kateb Yacine. Grâce à ces débats ouverts entre spécialistes, la guerre des langues n'aura pas lieu en Algérie. La mondialisation culturelle et économique nous invite à l'éviter.

Pourquoi évoquer, en exergue de l'article, ce funeste personnage de la dictature barbare nazie fondée sur l'exclusion/extermination de tout ce qui est différent de sa race (aryenne) ? C'est que son logiciel mental formaté à l'intolérance/rejet de l'Autre continue de voguer ici et là, à travers les continents et le temps. A méditer.

A. T.
ahmtessa@yahoo.fr

Toute honte bue, nos gardiens du temple de l'intégrisme linguistique se sont emparés d'une recommandation éminemment pédagogique pour semer le doute auprès d'une opinion publique profane en matière de pédagogie scolaire. Des cris de ralliements du genre «au secours, la langue arabe el fosha est en danger». Comme s'ils parlaient el fosha chez eux ou au travail, ou encore sur les plateaux de télévision. Tartuffe ne ferait pas mieux !

En guise de conclusion, cet adage populaire : «A quelque chose malheur est bon» ou ce message publicitaire en français : «Ça fait du bien, là où ça fait mal». Oui, cette tempête médiatique aura le mérite de lever le voile sur un des tabous qui ligotent notre système éducatif dans son ensemble : faire l'audit pédagogique et scientifique de la méthode d'enseignement de la langue scolaire (l'arabe). Un débat qui sera mené dans un esprit de responsabilité par les spécialistes du domaine, loin des injonctions politiciennes.